

MARCHE CONTRE LES APE

Ce qui fait courir les paysans africains du ROPPA

Les producteurs de l'Afrique de l'Ouest, regroupés au sein du ROPPA, ont décidé d'attirer l'attention de la CEDEAO sur leurs préoccupations. A l'occasion de la réunion des commissaires de la CEDEAO à Ouagadougou, ils ont décidé de rééditer leur grande marche de fin décembre 2006 pour faire entendre leur voix à travers une grande marche le 4 juin dernier. Leurs préoccupations tournent autour du refus des APE sous leur forme actuelle, la révision du TEC et la création d'un vrai marché sous-régional pour les produits agricoles.

Depuis le forum de Niamey, les paysans de l'Afrique de l'Ouest se sont engagés dans un plaidoyer en faveur de la souveraineté alimentaire par la promotion de l'exploitation familiale. Ceux-ci se sentent capables de nourrir le continent, pour peu qu'il y ait une politique et des mesures appropriées pour favoriser l'exploitation des complémentarités productives entre les bassins de production, un marché agricole régional performant, des revenus agricoles décents et durables. Tout cela est déjà préconisé dans ECOWAP et il faut que la Cedeao se donne les moyens de mettre en oeuvre cette politique et l'ensemble des politiques sectorielles nécessaires à la réalisation des objectifs de développement de la région. Cette politique fait de la souveraineté alimentaire un de ses points d'ancrage. On peut donc dire que c'est une des rares fois où il y a une telle convergence de vues entre les décideurs politiques et les représentants du mouvement paysan africain, organisés autour du ROPPA depuis 2000. Mais cette unanimité va-t-elle tenir longtemps alors qu'on observe que les échéances pour la conclusion d'un Accord de partenariat économique (APE) et la création d'une Zone de libre échange (ZLE) avec l'Union européenne approche à grands pas, fin décembre 2008 ? Manifestement, la date du 30 juin 2007, première date butoir, ne sera pas respectée. Cela a été en partie possible grâce à la mobilisation du monde paysan qui, à coup de marche meetings, de plaidoyer tous azimuts s'est dit opposé à la signature de l'accord commercial dans sa forme actuelle. Pour le ROPPA, et selon son président, Ndiogou Fall, "la sous-région doit défendre ses intérêts et elle n'est pas prête pour ces accords". C'est pour cette raison que le ROPPA s'est aligné sur le report de trois pour une éventuelle signature demandé par la CEDEAO.

Des préalables

Concrètement, les paysans exigent un certain nombre de préalables qui sont : la mise en oeuvre des politiques agricoles régionales, le processus d'intégration



Le credo actuel des paysans : oui à la libre circulation des personnes et des biens, mais également à la mise en place d'un TEC CEDEAO qui prenne en compte les préoccupations de promotion et de protection de la production locale

régionale avec l'application effective des textes sur la libre circulation des biens et des personnes, la mise en oeuvre d'un TEC au niveau de la CEDEAO qui assure une protection efficace des marchés domestiques des produits agricoles et agroalimentaires d'après le memorandum qu'ils ont remis aux autorités de la CEDEAO à l'issue de la marche du 4 juin 2007 à Ouagadougou. Cette fois, les paysans n'étaient pas seuls à battre le pavé à Ouagadougou. Les consommateurs étaient également de la partie avec la participation d'un représentant du réseau ouest-africain des associations de consommateurs. Le front du "non" aux APE s'est élargi avec la déclaration du secteur privé

ouest-africain le 6 juin dernier à Cotonou.

Les acteurs du secteur privé ont embouché la même trompette : retarder la signature et se donner les moyens de renforcer l'intégration nationale et les capacités actuelles de production avant d'ouvrir les frontières. Le secteur privé s'est dit "préoccupé quant à la capacité de la région à parvenir à un accord profitable dans les délais contenus dans l'Accord de Cotonou". Au regard du niveau de préparation de la région dans le processus APE, l'atelier a insisté sur la nécessité de concertations sectorielles approfondies et ciblées devant déboucher sur la prise en compte des besoins réels de renforcement des capacités des acteurs du secteur produc-

tif. Un des enjeux majeurs des négociations pour les paysans est d'extraire les produits agricoles et agroalimentaires stratégiques des accords. Au stade actuel du processus, on constate une certaine "cacophonie" au niveau du processus de détermination des produits sensibles que les producteurs ouest-africains voudraient extraire des accords dans un premier temps. Ce processus a été entamé en janvier 2007 au Burkina Faso et a proposé une méthodologie, une démarche et des échéances sur la détermination des produits sensibles, les instruments de politique commerciale appropriés aux traitements des produits sensibles et la conception des programmes de mise à niveau des secteurs de production, en particulier les secteurs et filières de production sensibles. Il devait aboutir à la définition de critères consensuels à disséminer dans les Etats membres de la CEDEAO. La CEDEAO semble avoir traîné les pas et on a constaté qu'une autre approche était mise en oeuvre actuellement dans les pays membres par le Centre pour le commerce international, basé à Genève. Ce qui fait craindre plus d'un acteur que le consensus recueilli à Ouagadougou soit rangé dans les oubliettes. La détermination des produits sensibles est une étape décisive avant tout accord. C'est pour cette raison qu'il faut le maximum de consensus. Selon madame Gariko, membre de la confédération paysanne du Faso, "si on n'est pas d'accord, rien ne nous oblige à signer". L'Europe, quant à elle, dit avoir fait le maximum. Selon Peter Mandelson, commissaire européen en charge du commerce, "l'Union européenne est résolue à faire aboutir ces accords. C'est pourquoi nous avons fait une offre d'accès au marché de l'UE sans précédent: nous proposons de supprimer tous les droits et contingents appliqués aux produits ACP. Les APE offrent la possibilité de mettre un terme à une politique commerciale tributaire d'aides, de dérogations et de concessions". Aux Africains d'apprécier en fonction de leurs intérêts □

PAR A.T.

"Pourquoi nous sommes avec les paysans"

Daniel Da Hien est un des responsables de la ligue des consommateurs du Burkina, membre du réseau africain des organisations de consommateurs. Il se prononce sur la nécessaire alliance entre paysans et consommateurs contre les APE.

La fois dernière nous avons participé à la conférence de presse du ROPPA à l'occasion de la préparation de la marche contre les APE du 2 juin 2007. En principe, ce doit être une situation normale, d'avoir des producteurs et des consommateurs ensemble dans une coalition. Avant, on disait que le client était roi ; aujourd'hui, le consommateur est dictateur. Il n'achète que ce qu'il veut. Notre position commune repose sur le fait que les APE sont de nouveaux accords. Ils viennent à la suite d'autres qui n'ont pas

eu le succès escompté. Il y a eu les expériences malheureuses des PAS, l'OMC qui bloque. Les gens du Nord n'affrontent pas les questions qui nous intéressent avec sincérité. La question de l'agriculture, par exemple. C'est le poumon économique de l'Afrique. Mais elle n'a jamais vraiment été mise en avant dans nos politiques. On s'est toujours contenté de subir et de recevoir les surplus du Nord. Comment un continent qui a 80% d'agriculture peut se laisser nourrir par les 10% du Nord ? C'est politiquement inacceptable. Nos politiques

agricoles doivent viser la sécurité alimentaire d'abord. En cela, nous sommes en phase avec celle de la CEDEAO, l'ECOWAS. Les Américains l'ont fait, les Anglais aussi. Il n'y a pas de raison que nous ne le fassions pas. L'ouverture des frontières prônée par les APE ne va pas nous profiter. Ce ne sont pas nos produits qui vont sortir en masse. C'est plutôt le contraire avec tous les risques d'être inondés par les produits étrangers avec aucune garantie sur leur qualité et leur traçabilité □